**Politica.eu**

**RIVISTA INTERDISCIPLINARE ON LINE**

**REVUE INTERDISCIPLINAIRE EN LIGNE**

**INTERDISCIPLINARY JOURNAL ON LINE**

http://www.rivistapolitica.eu/

*Rivista scientifica accreditata da ANVUR per le aree 11, 12 (classe A), 14 (classe A per 14a1, 14b1, 14c1, 14c2)

## CALL FOR PAPERS 2026

### *La religion après la sécularisation.*
### *Modernité, démocratie et formes de l'expérience religieuse*

Dans son récent ouvrage intitulé *Pourquoi la démocratie a besoin de la religion*, Hartmut Rosa s'interroge sur les ressources que l'expérience religieuse peut encore apporter à la vie démocratique, en soutenant que les traditions religieuses recèlent des formes d'expérience et des dispositions relationnelles dont la démocratie continue d'avoir besoin. Cette contribution constitue le dernier chapitre d'un débat bien plus ancien: celui sur la relation entre religion et modernité, qui s'est progressivement cristallisé autour de la notion de sécularisation.

Entre le XIX$^{e}$ et le XX$^{e}$ siècle, cette relation s'est imposée comme l'un des problèmes centraux de la compréhension que les sociétés occidentales ont d'elles-mêmes. Avant même que la «sécularisation» ne devienne une catégorie théorique unifiée, divers processus ont été étudiés à travers des terminologies différentes. D'une part, Weber a interprété les transformations de la société moderne à travers les processus de rationalisation et la «désenchantement du monde»; d'autre part, sur un terrain plus proprement généalogique, Schmitt s'est interrogé sur la persistance de structures d'origine théologique dans les catégories politiques modernes, tandis que Löwith a ramené les philosophies modernes de l'histoire à la matrice de l'eschatologie chrétienne. La possibilité d'interpréter la modernité à travers le schéma généalogique de la sécularisation est devenue, à son tour, l'objet d'une controverse fondamentale, qui a culminé avec la critique de Blumenberg à l'encontre de la réduction des contenus modernes à des transformations d'antécédents théologiques.

Du point de vue de la théorie sociale, surtout à partir des années 1960, la sécularisation est devenue l'un des principaux paradigmes d'interprétation des transformations de la religion dans les sociétés modernes. Chez des auteurs tels que Bryan Wilson, Peter L. Berger et Thomas Luckmann, la modernisation a été mise en relation, de diverses manières, avec la différenciation des sphères sociales, la privatisation de la religion et le déclin ou la transformation des croyances et des pratiques. La crise de ce paradigme et la difficulté croissante à considérer la trajectoire spécifique des sociétés occidentales – et européennes en particulier – comme un modèle universel des relations entre modernisation et religion ont ouvert, à partir des dernières décennies du XX$^{e}$ siècle, une nouvelle période de réflexion. Une avancée décisive revient à José Casanova qui, dans *Public Religions in the Modern World* (1994), à travers la catégorie de «déprivatisation», a remis en question l'idée selon laquelle la modernisation impliquait nécessairement le confinement de la religion dans la sphère privée. Dans cette lignée, la réflexion de Jürgen Habermas sur la société «post-séculière», engagée dans *Foi et savoir* (2001) et développée dans ses écrits ultérieurs, a placé au centre la question de la

présence persistante des religions dans les sociétés sécularisées et des conditions de leur rapport avec la raison publique.
Comme le montre, en dernier lieu, la réflexion de Rosa dont nous sommes partis, les évolutions du monde contemporain confèrent à ces questions une urgence renouvelée. La résurgence des nationalismes religieux, le rôle de la foi dans la construction des identités collectives et dans la légitimation du pouvoir, son poids dans les conflits et les équilibres géopolitiques s'accompagnent des transformations engendrées par les migrations et le pluralisme confessionnel. En dehors de l'Occident, des différentes trajectoires historiques et des configurations des relations entre religion, État et société imposent en outre de remettre en question la prétendue universalité même des catégories de «sécularisation», de «laïcité» et de «post-sécularité», en les ouvrant à la confrontation avec d'autres formes de modernité et avec différentes traditions religieuses et politiques.
Un autre milieu de recherches concerne la relation entre religion, ritualité et transformations de l'individualisme moderne. La numérisation, par exemple, radicalise certaines dynamiques d'individualisation, mais ouvre en même temps des espaces inédits pour la formation de nouvelles ritualités et de nouvelles formes d'appartenance. La persistance ou la réinvention des rites religieux pose ainsi la question de leur capacité à produire des liens, des sentiment d'appartenance et des temporalités partagées, soustraites, au moins en partie, à la rationalité économique et à la fragmentation sociale.
La présence publique de la religion nous invite, dans le même temps, à nous interroger sur les ressources que les traditions et les communautés religieuses peuvent apporter à la vie collective. Dans le contexte de la crise des cultures politiques et de l'horizon présentiste des sociétés contemporaines, se pose à nouveau la question de la transcendance et de la capacité des traditions religieuses à dépasser l'ordre de l'existant, en proposant des langages permettant d'interroger ses contradictions, ses apories et ses promesses non tenues; une possibilité qui coexiste toutefois avec la fonction opposée que la religion peut assumer dans la légitimation et la sacralisation de l'ordre établi. Le pluralisme religieux relance enfin des questions centrales pour le droit et pour la théorie de l'État: de la liberté religieuse et de conscience à la laïcité et à la neutralité des institutions, jusqu'à la relation entre l'ordre juridique de l'État et les normes religieuses.
Partant de ces prémisses, le présent appel à communications vise à promouvoir une réflexion interdisciplinaire sur les multiples configurations de la relation entre politique et religion, en s'interrogeant sur ses transformations historiques, ses implications théoriques et normatives, ainsi que ses manifestations contemporaines. Ce seront acceptées des contributions portant sur la philosophie politique, morale, religieuse et du droit, sur l'histoire de la pensée politique et sur les sciences sociales, en accordant une attention particulière à la pluralité des traditions religieuses et politiques ainsi qu'à la diversité des contextes historiques et géographiques dans lesquels cette relation prend des formes différentes.

Novembre 2026

La date limite de soumission des articles à redazione.rivistapolitica@gmail.com
est fixée au **30 juin 2027**.

Langues: italien, anglais, allemand, français